

Réforme dans le pôle 3 E dans les DIRECCTE

Mme Geny Stephann reçoit la fédération

Après le choc subi par les agents des pôles 3 E dans les DIRECCTE suite aux annonces du 29 août, puis les précisions apportées par M. Le Maire le 4 septembre, un silence assourdissant de la part des autorités ministérielles s'est abattu.

Cette absence de réponses aux multiples et légitimes interrogations pour des personnels dans le plus grand désarroi, a créé un climat délétère dans les services.

Une seule réunion d'information, sous l'égide du directeur de la Direction Générale des Entreprises (DGE), le 21 septembre, n'a apporté aucune précision complémentaire aux personnels.

Ce même jour, à l'initiative de **FO**, les personnels se sont très fortement mobilisés contre cette réforme engagée « aux forceps » qui a pour objectif de supprimer 70% des emplois en 15 mois !

Depuis, **FO Finances** n'a eu de cesse d'intervenir auprès de la Secrétaire Générale des ministères économiques et financiers pour lui rappeler les engagements du ministre, à savoir : l'organisation de réunions régulières avec Madame la Secrétaire d'État, Mme Gény-Stephann et l'ouverture de négociations pour un plan ministériel d'accompagnement social.

En effet, ce sont des personnels techniques et administratifs qui sont directement impactés par cette réforme. En conséquence, outre la DGE, le Secrétariat Général de Bercy ne peut s'exonérer d'être au cœur des discussions à venir.

Ces diverses actions et interventions ont permis d'obtenir un rendez-vous en bilatérale, ce lundi 8 octobre, avec Mme Gény-Stephann. Cette audience a eu la particularité de se tenir le jour même où le remaniement ministériel était en cours.

FO Finances a rappelé son opposition à la réforme tout en soulignant l'urgence d'apporter des réponses concrètes aux personnels.

Il a été demandé un desserrement du calendrier de mise en œuvre et le report des entretiens individuels dans l'attente de la connaissance de l'ensemble de la réforme et tout particulièrement de son plan d'accompagnement.

La secrétaire d'État a confirmé :

- Le groupe de travail du 18 octobre sous l'égide des deux secrétaires généraux (Bercy et Travail) et le CTS des DIRECCTE le 6 novembre. Contrairement à la convocation reçue et suite à la demande de **FO Finances**, la Secrétaire Générale des ministères économiques et financiers nous a précisé que seule l'organisation des services serait à l'ordre du jour et non le plan d'accompagnement.

- La publication prochaine d'une circulaire, signée par les deux secrétaires généraux et le directeur de la DGE, après l'aval des DIRECCTE et des préfets.

Son contenu serait centré sur la coordination ministérielle et inter ministérielle, le processus RH (sans apporter de précision complémentaire). **FO Finances** a déploré une nouvelle fois prendre connaissance de l'élaboration de cette circulaire

sans qu'à aucun moment les fédérations n'aient été, non seulement consultées, mais même informées de son existence.

FO Finances a insisté sur le manque d'articulation dont pâtissent les agents entre une annonce précipitée de la réforme et l'impréparation de l'administration sur le volet social et d'accompagnement.

Un groupe de travail à Bercy devrait être organisé dans les prochaines semaines pour engager le débat sur l'élaboration du plan d'accompagnement.

Au final, malgré l'insistance de **FO Finances** pour avoir des précisions, bien peu de réponses ont été données face aux enjeux de cette réforme et aux inquiétudes des agents !

A noter que cette audience aurait dû aborder le volet « missions » de la DGCCRF...si notre fédération en avait été informé en amont !!

L'engagement a été pris d'un prochain rendez-vous sur ce dossier.

*La délégation **FO** était composée de Philippe Grasset, Secrétaire Général de la Fédération des Finances, Jean-François Zamora, Secrétaire Général de FO Administration Centrale, Patrice Liogier, Secrétaire Général du SNIIM FO et d'André Clety, Secrétaire Général de l'UNSP FO.*

POUR DÉFENDRE MES DROITS

LE DÉCLIC



**FÉDÉRATION
DES FINANCES**

